

POLITIQUE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES AUX PAYS-BAS : LA FIN D'UNE ÉPOQUE

L'électeur néerlandais s'est exprimé. Le 9 juin 2010 ont eu lieu des élections législatives anticipées. Le quatrième gouvernement Balkenende était tombé sur l'engagement militaire en Afghanistan. Les chrétiens-démocrates (CDA), les sociaux-démocrates (PvdA) et la *Christen Unie* avaient gouverné trois ans¹.

Les résultats des élections ne sont pas vraiment aisés à interpréter. Le parti libéral VVD est devenu la plus grande formation avec 31 sièges. Le CDA du Premier ministre Balkenende a quasiment reculé de moitié, ne conservant que 21 de ses 41 sièges. Le PvdA de l'ancien maire d'Amsterdam Job Cohen a perdu 3 sièges. Il lui en reste 30. Le grand vainqueur est le parti anti-islam PVV de Geert Wilders. Il dispose à présent de 24 sièges, enregistrant un gain de quinze sièges. Au sortir du scrutin, il était totalement impossible de dire quelle majorité pourrait se dégager pour former un gouvernement.

Durant la campagne électorale, l'économie avait été au centre des débats. Le PvdA avait en cette matière des idées bien précises. Les libéraux du VVD de plus précises encore, à en juger par le verdict des urnes, qui les classe en tête avec 1 siège de mieux que les sociaux-démocrates.

Peu de temps encore avant le 9 juin, les sondages d'opinion indiquaient que le thème de l'économie prenait le pas sur les mots d'ordre du parti anti-islam PVV. On sait que le leader de ce parti, Geert Wilders, réclame l'instauration d'une «taxe sur le foulard», voit en l'islam une religion rétrograde et considère le prophète Mahomet comme un barbare, un génocidaire et un pédophile. Les dernières semaines avant les élections, son parti a chuté dans les sondages, mais au soir du scrutin il est apparu que ceux-ci s'étaient trompés. Le PVV a effectué un fameux bond en avant et est devenu le troisième parti du pays. Il a même dépassé le CDA du Premier ministre Balkenende. Ce dernier a tout de suite fait savoir qu'il abandonnait sa fonction de leader

politique de son parti et qu'il ne siègerait pas au Parlement.

Le paysage politique des Pays-Bas paraissait très émietté. Quatre partis avaient récolté plus de 20 sièges, mais aucun n'en avait plus de 31 (sur 150). Dans un pays accoutumé à voir se constituer des coalitions, de préférence à deux, à la rigueur à trois lorsqu'il n'est pas possible de faire autrement, il semblait que, cette fois, on s'orienterait peut-être vers un gouvernement réunissant quatre partis. L'initiative de la formation d'une nouvelle équipe gouvernementale revenait au vainqueur, le libéral Mark Rutte. Celui-ci a commencé par se tourner vers le grand triomphateur, le PVV, et le grand perdant, le CDA. Pour pouvoir participer au gouvernement, Wilders a fait d'emblée des concessions. Le maintien de l'âge de la mise à la retraite à 65 ans constituait pour lui un élément capital, il en avait même fait une condition sine qua non. Or, dès le 10 juin, le lendemain même du scrutin, il a retiré ce point de ses exigences.

Wilders, au départ, était membre du VVD. Son ancien parti ne rejetait pas d'office la perspective de partager le pouvoir avec lui. Le CDA se montrait nettement plus réticent. Au sein de ce parti, nombreux étaient ceux qui n'adhéraient pas à l'idéologie du PVV - tout en reconnaissant que «l'électeur s'était exprimé». Maxime Verhagen, le nouveau chef de file du CDA, a déclaré que ce n'était pas à son parti de prendre l'initiative dans les négociations en vue de la formation du gouvernement. Finalement c'est le refus du CDA qui a rendu impossible la mise sur pied de pareille alliance de droite.

Il existait encore une possibilité, sans le CDA: c'était de constituer, comme durant la période 1994 - 2002, un gouvernement «violet», autrement dit un tandem sociaux-démocrates / libéraux complété par les libéraux de gauche de D66 et les Verts.

Mais les négociations entre ces quatre partis, sous la houlette d'un informateur libéral et d'un social-démocrate, ont rapidement capoté. Le principal point de désaccord était le montant total des économies à réaliser durant les prochaines années. Pour le VVD, un montant de 18 milliards constituait le minimum absolu.



Mark Rutte (° 1967).

Le PvdA, D66 et *GroenLinks* (les Verts) jugeaient cette somme trop élevée.

L'ancien Premier ministre Ruud Lubbers a alors été désigné comme informateur. La reine Beatrix lui a demandé «d'explorer à court terme les possibilités réellement existantes pour la formation d'une nouvelle équipe gouvernementale». M. Lubbers n'a pas peu surpris en suggérant la mise sur pied d'un gouvernement minoritaire composé de libéraux et de chrétiens-démocrates avec le «soutien» du PVV de Geert Wilders, un «soutien» étant le renfort qu'un parti d'opposition apporte à un gouvernement minoritaire.

Que Wilders pût, depuis l'opposition, détenir les leviers de la politique aux Pays-Bas en a fait frémir plus d'un. À peu près tous les autres partis, ainsi que de nombreuses personnalités de différents horizons de la société néerlandaise, ont émis de vives critiques. Le CDA, lui aussi, était ébranlé. Pratiquement à tous les échelons du parti, des voix se sont élevées pour mettre en garde contre une aventure périlleuse. Une des voix les plus fréquemment entendues était celle de l'ancien Premier ministre Dries Van Agt. Mais l'actuel leader du parti, Maxime Verhagen, estimait les critiques prématurées. Il souhaitait que l'alliance qui s'ébauchait ne soit pas rejetée a priori mais jugée sur pièces.

Fin août, il semblait encore possible que, malgré la recrudescence des critiques dans les rangs du CDA, le gouvernement minoritaire de droite Rutte I soutenu par le PVV allait voir le jour. Les adversaires de ce type de gouvernement ne redoutaient pas seulement les choix politiques qu'allait faire la nouvelle équipe, mais soulignaient aussi qu'un gouvernement de droite soutenu par Wilders nuirait à la réputation des Pays-Bas à l'étranger. Les partisans, en revanche, estimaient que Wilders devrait, précisément en raison de la nouvelle constellation politique, tempérer sensiblement son discours.

Finalement, le gouvernement minoritaire de droite VVD-CDA n'a pas obtenu le soutien du PVV. Wilders lui-même estimait que les dissensions au sein des chrétiens-démocrates étaient trop importantes. Le 3 septembre, il s'est retiré des négociations en vue de la formation d'un cabinet minoritaire. Toutes les options semblaient donc de nouveau possibles.

(Rédigé le 6 septembre 2010)

JORIS VAN DE KERKHOF

(TR. J.-M. JACQUET)

1 Voir *Septentrion*, XXXIX, n° 2, 2010, pp. 88-89.